



ACTION HUMANITAIRE

Les activités humanitaires en Haïti ont eu un impact significatif et tangible ces deux dernières années. Depuis 2010, les acteurs humanitaires ont garanti l'accès aux services nécessaires au million et demi de personnes déplacées suite au séisme, en soutien aux priorités gouvernementales. La population dans les camps a diminué de 77% en deux ans. En outre, le nombre de personnes infectées par le choléra a été considérablement réduit et le taux de mortalité de la maladie a baissé, pour s'établir à 1,2%. Les capacités nationales de préparation et de réponse aux urgences ont aussi été renforcées. Toutefois, malgré ces progrès, Haïti est toujours confronté à des besoins humanitaires auxquels les capacités nationales seules ne sont pas en mesure de répondre.

FAITS ET CHIFFRES

TEMPÊTE ISAAC (AOÛT 2012)

Plus de **15 800 personnes** ont été évacuées des camps les plus exposés et plus de **15 200 personnes** ont reçu des denrées alimentaires et du matériel d'urgence.⁽¹⁾

La Direction de la Protection Civile (DPC), les Nations Unies et plusieurs ONG ont distribué plus de **25 600 bâches**, **10 300 kits d'hygiène**, **6 100 seaux**, des comprimés de purification d'eau (aquatabs), des moustiquaires et du savon.

Des **outils de culture et des kits agricoles** ont été fournis à 20 000 foyers sous la supervision du ministère de l'Agriculture.

OURAGAN SANDY (OCTOBRE 2012)

Près d'**1,2 million de personnes** ont bénéficié d'interventions d'urgence qui se poursuivent actuellement.

20 000 bâches, des aliments et la réparation d'urgence des réseaux de distribution de l'eau ont permis de venir en aide à 60 000 personnes touchées par les inondations.

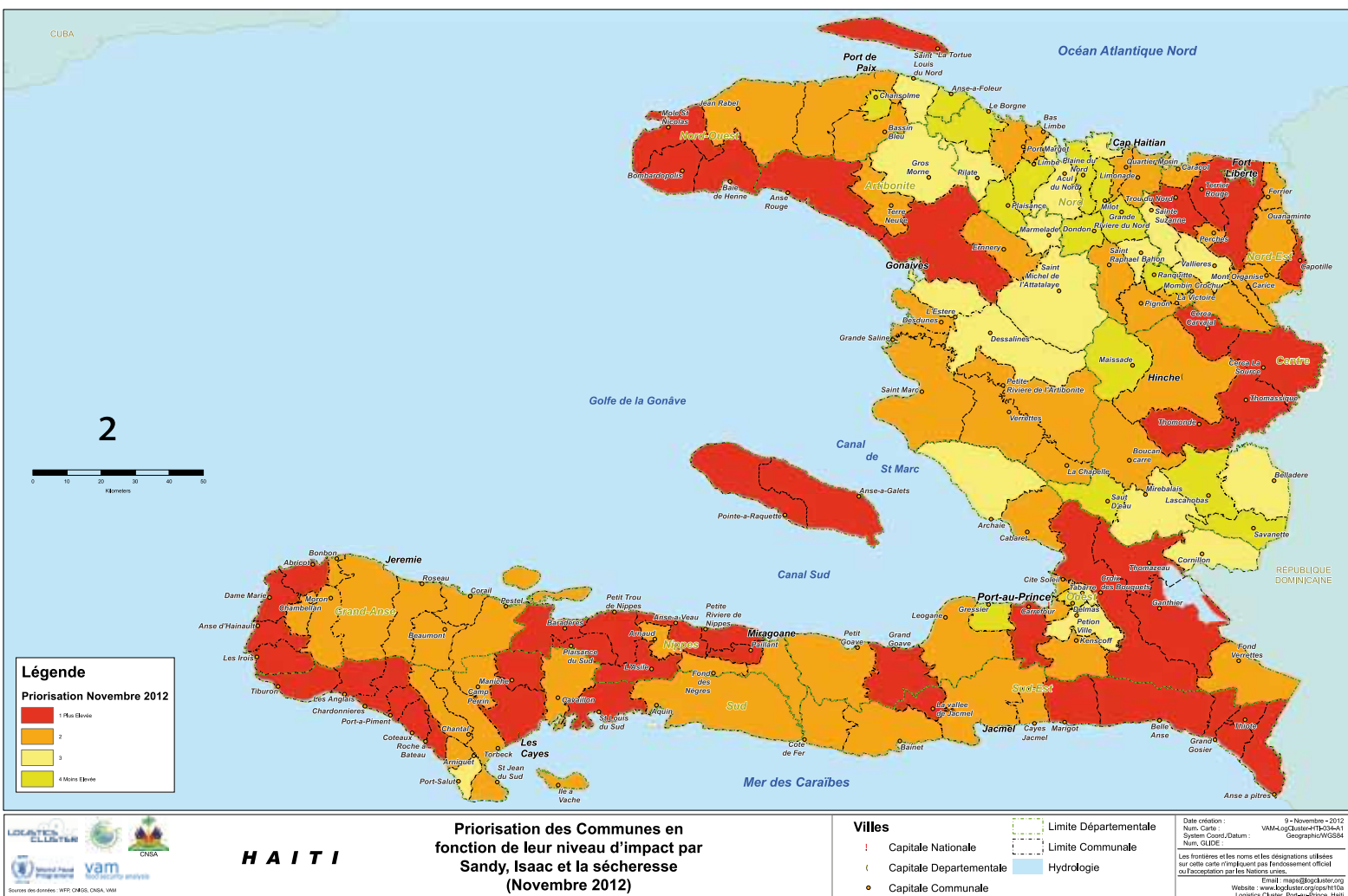
PRÉPARATION ET RÉPONSE

Mise au point d'un plan national et de dix plans départementaux de contingence en saison cyclonique.

Organisation de quatre exercices de simulation aux cyclones (SIMEX) au niveau national et dix au niveau départemental, ainsi que du premier SIMEX au tsunami, afin d'améliorer la coordination et la réponse.

Formation de plus de **4 500 personnes** vivant dans les zones les plus vulnérables à la préparation aux catastrophes, à l'évacuation et aux premiers soins.

Pour plus d'information sur la réduction des risques de catastrophe, consulter la fact-sheet sur le sujet.



DÉFIS ET PERSPECTIVES

- La détérioration de la sécurité alimentaire, due à la destruction des récoltes par la sécheresse et de récentes catastrophes naturelles (tempête Isaac et ouragan Sandy), peut entraîner une crise alimentaire si des interventions préventives immédiates ne sont pas lancées. Aujourd'hui, **2,1 millions de personnes vivent en insécurité alimentaire**, et 500 000 d'entre elles, parmi les plus vulnérables, ont besoin d'une assistance immédiate.
- 81 600 enfants de moins de cinq ans sont en état de malnutrition sévère et ont neuf fois plus de risque de mortalité que les autres enfants.
- 358 000 personnes vivent toujours dans les camps, dans des conditions de vie qui se détériorent et exposées à l'insécurité. Des solutions de retour doivent être trouvées d'urgence.
- De manière récurrente, des hausses de cas de choléra sont enregistrées, alors que la réduction des moyens en terme de soins et de prévention met en péril la capacité du pays à garantir les ressources nécessaires en la matière. Compte tenu du taux d'infection fin 2012, il pourrait y avoir 118 000 nouveaux cas de choléra en 2013.

- Le manque de financement humanitaire en 2011 et 2012 a amoindri les capacités de réponse, à tel point que les moyens actuels ne permettent pas de répondre aux besoins existants. Au 7 décembre 2012, 61 millions de dollars ont été reçus dans le cadre du CAP 2012, ce qui représente seulement 40% des besoins humanitaires essentiels identifiés pour le pays.
- C'est pourquoi un **plan d'action humanitaire 2013 (HAP)** a été développé. Sur les trois millions de personnes ayant besoin d'assistance, il en identifie 1 million, particulièrement vulnérables, et **demande 144 millions de dollars** pour sa mise en oeuvre. Un des éléments significatif de ce plan est la **priorité accordée à la sécurité alimentaire** (qui représente 34% du financement total demandé).
- Le renforcement des capacités à la préparation et à la réponse aux catastrophes reste une priorité des Nations Unies et de leurs partenaires humanitaires. Le transfert, initié en 2012, des fonctions remplies par les groupes de coordination humanitaire (clusters) vers leurs contreparties nationales, se poursuivra, sous le leadership du gouvernement d'Haïti.

⁽¹⁾Sous la direction de la DPC, avec le soutien de la communauté humanitaire.